

Des plateformes de services pour promouvoir une "mobilité inclusive"

Transports / Insertion Publié le vendredi 29 janvier 2016

Les rencontres de la mobilité inclusive ont réuni, le 28 janvier 2016 à Paris, des acteurs associatifs de la mobilité solidaire, des collectivités locales et des entreprises. L'objectif : amplifier la prise de conscience sur cet enjeu et structurer davantage les réponses destinées à lever les freins à la mobilité.

En France, 7 millions de personnes en âge de travailler peuvent être confrontées à des problèmes de mobilité. Ce chiffre, c'est le Laboratoire de la mobilité inclusive qui l'estime, à partir d'une étude menée en 2013 sur les liens entre mobilité, insertion et accès à l'emploi. Autre indicateur : 50% des personnes en insertion ont déjà refusé un emploi ou une formation pour des raisons de mobilité.

Le Laboratoire de la mobilité inclusive organisait le 28 janvier à Paris ses troisièmes rencontres. Créée par l'association Wimoov et Total, cette instance vise à rassembler "la société civile, les pouvoirs publics et les entreprises pour développer des solutions durables de mobilité" pour tous, précise Thierry Pflimlin, secrétaire général de Total Marketing Services. Devenu en décembre 2015 une fondation abritée sous l'égide de la Fondation Face (Fondation agir contre l'exclusion), le laboratoire fédère désormais 15 organisations, dont Pôle emploi, les opérateurs de transport Keolis et Transdev, le réseau Fare des acteurs associatifs de la mobilité ou encore le Secours Catholique. Ce dernier s'est d'ailleurs penché en novembre dernier, dans son rapport annuel, sur la "fracture mobilité" (voir notre article du 9 novembre 2015).

Coordonner localement les dispositifs d'aide à la mobilité

Si, à l'échelle nationale, la démarche a pour but d'éveiller les consciences sur l'importance de développer une "mobilité inclusive", la jeune fondation entend surtout encourager les initiatives et les partenariats locaux permettant de lever concrètement les freins à la mobilité.

Wimoov anime ainsi localement quelque 25 plateformes de services pour les personnes en situation de fragilité, regroupant des collectivités, les services publics de l'emploi, des entreprises et des associations. Dans ce cadre, "14% des retours à l'emploi s'effectuent suite à une formation sur les transports en commun", explique Florence Gilbert, directrice générale de Wimoov et présidente du Laboratoire de la mobilité inclusive. L'accompagnement proposé s'adapte aux compétences de la personne, à son projet et aux ressources du territoire. L'intérêt de la plateforme étant de favoriser les complémentarités entre les différents dispositifs existant localement.

Dans l'agglomération d'Evreux, par exemple, la plateforme propose un accompagnement vers le micro-crédit social, une formation à la mobilité, la mise à disposition de véhicules ou encore la réparation de véhicules dans un réseau de garages solidaires.

Avant même l'émergence de ces plateformes, ce sont souvent les entreprises d'insertion qui, confrontées aux difficultés de mobilité de leurs salariés, ont inventé des solutions pour épauler ces derniers. C'est le cas au Havre, où le chef de l'entreprise ODD a réuni dans une société coopérative d'intérêt collectif (Scic) une vingtaine de partenaires publics et privés, dans le but de proposer une palette de solutions aux personnes les moins mobiles (la Scic a été récemment désignée lauréate de l'appel à projets interministériel "Pôles de coopération" de l'économie sociale et solidaire, voir notre article du 18 janvier 2016).

Sensibiliser davantage les autorités organisatrices

Selon une représentante du réseau Fare, près de 80 territoires en France se sont déjà efforcés d'organiser des solutions d'aide à la mobilité - un chiffre qui paraît faible au regard des compétences locales sur le sujet. Pour Laurent Martiniez, directeur d'une structure d'insertion au sein de l'association Don Bosco à Brest, l'intérêt des collectivités et des entreprises sur cet enjeu de la mobilité est désormais palpable. Alors que la ville, le département et l'Europe soutiennent les initiatives portées par l'association, un appel à projets de deux fondations d'entreprises - PSA et Macif - a récemment sélectionné l'un de ses projets. L'idée : mettre en relation des personnes âgées possédant une voiture mais ne l'utilisant plus et des jeunes en situation d'insertion ayant le permis, pour permettre des échanges et élargir l'horizon de chacun.

Si les initiatives et les marques d'intérêt de toute part ne manquent pas, les acteurs de la mobilité solidaire aspirent désormais à consolider leurs modèles économiques et à faire reconnaître encore davantage leur contribution à l'insertion sociale. Le Laboratoire de la mobilité inclusive a ainsi plaidé pour la création d'un diplôme universitaire "conseiller mobilité insertion-formation" - qui devrait être effective à la rentrée prochaine. En outre, avec la communauté d'agglomération du Havre, la fondation s'interroge sur la façon dont les autorités organisatrices des transports - souvent déléguées - pourraient davantage prendre en compte les enjeux d'accès à la mobilité.

Caroline Megglé

- Imprimer
- Favoris

- Envoyer
- Tweeter

En savoir plus

Aller plus loin sur le web

Le site du Laboratoire de la mobilité inclusive.

Le site de Wimoov.

A lire sur Localtis

- **Une autre façon d'entreprendre**

18/01/2016 14 nouveaux pôles de l'ESS soutenus

09/11/2015 Dans son rapport statistique 2015, le Secours Catholique pointe la "fracture mobilité"

24/01/2014 Vers une aide à la mobilité territorialisée

Localtis © Tous droits réservés